

Hausse du chômage: de l'impasse économique à l'impasse sociale?

Les chiffres se suivent et se ressemblent mois après mois le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi ne cesse d'augmenter.

Le constat est sans appel: il est nécessaire d'avoir 1% de croissance du PIB pour créer de l'emploi et 1,5% de croissance du PIB pour que le chômage baisse dans notre pays. Malheureusement les prévisions pour 2013 qui tournent autour de 0,4% (l'OFCE évoquant même une croissance 0!) assombrissent les perspectives d'une baisse du chômage voire même d'une stabilisation.

Augmentation des contrats aidés, création des emplois d'avenir et des contrats de génération. Ces dispositifs, même s'ils sont efficaces notamment pour certains jeunes, ne peuvent à eux seuls résoudre le défi de la baisse du chômage. Le traitement social du chômage ne peut pas faire office de politique économique.

Alors que le Parlement vient de voter le pacte Budgétaire européen, et comme le répète inlassablement Force Ouvrière depuis des années, c'est bien d'une autre politique économique et sociale dont la France et l'Europe ont besoin. Ainsi, la montée continue du chômage ne fait que mettre en évidence l'impasse économique dans laquelle se fourvoie les pays de la zone euro. Les politiques d'austérité dictées par les marchés financiers ne feront que s'aggraver imposant le cercle infernal de la baisse de la consommation à l'augmentation des déficits et de la dette.

L'urgence impose donc un changement profond de politique loin des dogmes de l'économie libérale. Le temps du laisser-faire n'est plus de mise et c'est bien une relance de la machine économique dont la France et l'Europe ont besoin en soutenant l'investissement productif, les salaires et les pensions, des services publics de qualité, une protection sociale solidaire et une réforme fiscale alliant efficacité économique et redistribution sociale.

Communiqué Force Ouvrière du jeudi 25 octobre 2012